

PRÉFACE

Il est peu d'ouvrages qui supportent une réédition après une quarantaine d'années. *Les débuts du mouvement syndical à Besançon* de Jean Charles est de ceux-là. Ce petit livre sans prétention, d'une écriture fluide et précise, se lit encore aujourd'hui avec intérêt et plaisir. Le republier est donc une initiative heureuse, qu'il faut saluer comme elle le mérite.

Pour autant, le lecteur un peu averti de l'histoire du mouvement ouvrier ne manquera pas d'y retrouver la marque du contexte. Quand il fut conçu et écrit, l'histoire ouvrière était en plein essor et toute une génération de jeunes historiens s'y consacrait avec le sentiment parfois exaltant d'explorer des territoires encore vierges et de servir l'avenir en restituant son passé au mouvement ouvrier qui portait ses espoirs. Le marxisme fournissait une grille d'analyse qui semblait s'imposer scientifiquement et permettait de lier en une synthèse, convaincante parce que rigoureuse, le politique au social, et le social à l'économique. Le couple conceptuel révolutionnaires/réformistes était mobilisé pour organiser cette histoire et trier le bon grain de l'ivraie : c'est l'époque où la question centrale de l'étude du Front populaire était de savoir si Léon Blum avait ou non trahi en 1936 une révolution naissante...

La plupart des historiens de cette génération, comme Michelle Perrot ou Yves Lequin pour ne citer que ceux-là, ont heureusement échappé au schématisme auquel ce contexte aurait pu conduire, et Jean Charles a su comme eux faire passer les exigences du métier avant ses opinions personnelles. C'est ce qui rend son livre encore intéressant et utile. Il n'en reste pas moins que le contexte a changé, jetant sur le

marxisme un discrédit d'ailleurs excessif, au point d'exclure l'emploi de concepts comme celui de classe, qu'utilisaient Barnave ou Guizot bien avant Marx. L'histoire a d'autre part avancé, explorant de nouveaux territoires ; pour le syndicalisme bisontin, notamment, le travail de Michel Cordillot, publié en 1990, a beaucoup apporté. Plus généralement, avec le développement de l'histoire culturelle, de nouvelles questions ont été posées. En professionnel consciencieux, notre auteur avait donc scrupule à rééditer son ouvrage tel qu'il avait été publié. Deux possibilités s'ouvraient dès lors : soit revoir et modifier le texte primitif pour tenir compte des progrès de la science historique et de ce que ses propres travaux lui avaient appris depuis 1962, soit rééditer le livre tel qu'il était, et lui ajouter une postface qui le complète et sur quelques points le corrige.

C'est la seconde solution qu'il a choisie, et c'était la bonne. Un livre est un objet fragile ; il a une unité, un ton, que la réécriture risque de désagréger sans lui substituer une nouvelle cohérence. Sous couleur de le rendre plus exact ou plus nuancé, les corrections, adjonctions et compléments le déséquilibrent et l'empâtent. Une postface, au contraire, a sa logique propre, choisit les questions qu'elle veut éclairer, un peu comme le catalogue d'une exposition. Elle permet avec beaucoup de souplesse d'apporter sur certains points des analyses substantielles, tout en corrigeant au passage des perspectives ou des conclusions que les progrès de l'histoire ont infirmées ou nuancées.

Le résultat, en tout cas, ne laisse aucun doute : la postface se lit avec autant d'intérêt que le livre. L'un des développements les plus neufs porte sur l'Université populaire. Les historiens y verront figurer en bonne place l'un de leurs les plus prestigieux, Lucien Febvre, mais par delà ce trait anecdotique,

ils apprécieront les indications précises sur *l'Enseignement supérieur pour tous*, sur ses liens avec la Fédération ouvrière, son public où les ouvriers et les femmes sont nombreux, sur ses programmes, et sur son déclin. Mais, c'est plus généralement, un tableau recomposé d'un mouvement ouvrier original que nous propose ici Jean Charles.

D'abord, si les ouvriers horlogers donnent le ton, et si les rythmes de cette industrie reine commandent la vie sociale, Besançon n'est pas seulement une ville de petits ateliers dispersés à la main-d'œuvre experte. Non seulement la concentration pénètre l'horlogerie, mais de grandes usines se développent dans d'autres secteurs : la mécanique, l'automobile à la veille de 1914, la bonneterie où les conditions de travail sont particulièrement dures, le papier. Dans cette ville industrielle, les conditions de vie sont encore le plus souvent médiocres, mais des progrès ont eu lieu et le tableau n'est pas uniforme. Les contraintes techniques propres à l'horlogerie créent des conditions de travail bien différentes de celles des bagnes industriels sombres, bruyants et sales. Les relations sociales ne se définissent pas seulement par l'exploitation ; dans l'horlogerie, les règlements d'atelier sont appliqués souvent avec « nonchalance et bonhomie » et le patron est aussi un collègue de travail. Surtout, l'ascenseur social fonctionne et nombre d'ouvriers, dans l'horlogerie mais pas seulement, conservent la perspective de s'établir à leur compte. Le monde ouvrier ne campe pas, isolé, aux portes de la cité ; il en fait partie intégrante.

Idéologiquement, le réformisme est hégémonique. À part une « flambée anarcho-syndicaliste », il domine des années 1870 à la veille de 1914. À bien des égards, la Fédération ouvrière de Besançon ressemble aux trade-unions britanniques. Elle s'est dotée d'une caisse de grève qui lui donne sur le

déclenchement des grèves un rôle réel, parfois mal ressenti. Elle se bat pour un « tarif » général négocié avec certains patrons et imposé à d'autres. Elle revendique même un moment le *closed shop*, l'obligation faite aux employeurs de n'embaucher que des syndiqués. Elle ignore le conflit, récurrent ailleurs, entre Bourse du Travail et syndicats. Ce « réformisme revendiqué » doit certes être nuancé, car « le lyrisme révolutionnaire est consubstantiel au langage syndical » ; il n'est pas étale et notre auteur en retrace les fluctuations. Il n'en domine pas moins le paysage syndical.

Jean Charles explique ce réformisme par plusieurs facteurs. L'influence des syndicats suisses et de leurs caisses de secours, très forte à la naissance des premiers syndicats horlogers bisontins, compte davantage à ses yeux qu'une éventuelle tradition proudhonnienne dont on ne voit pas par quels relais elle se serait transmise. Les déterminismes socio-économiques ont sans doute aussi joué, mais par des médiations très complexes : notre auteur laisse grande ouverte l'immense question des origines sociales du réformisme. Il souligne en revanche le rôle majeur des facteurs idéologiques et du contexte politique. Dans ce monde ouvrier d'un anticléricalisme vigoureux, le radicalisme a su se construire une clientèle grâce à sa presse, à des leaders comme le journaliste Ch. Beauquier, et à un réseau de comités plutôt bourgeois ou petits-bourgeois, mais largement ouverts. De son côté, la Fédération ouvrière, longtemps dominée par les allemanistes comme son fondateur, Roussel, a toujours estimé le syndicalisme plus important que la politique. Les socialistes se sont en outre divisés. Ils n'ont donc pas réussi à constituer une force électorale autonome et se sont rapidement résignés à n'être qu'une force d'appoint à laquelle les radicaux concèdent quelques sièges au conseil municipal. Une configuration politique dont ils sont durablement prisonniers et qui consolide l'hégémonie radicale.

On voit tout l'intérêt de cette monographie. On reproche souvent à l'histoire locale de se limiter à des détails érudits dépourvus de signification. C'est un faux procès : l'important n'est pas l'histoire, mais l'historien. Quand ceux qui l'écrivent ont une vue globale des phénomènes qu'ils étudient, comme ici, l'histoire locale est très enrichissante et très féconde. Jean Charles est trop modeste pour signaler toutes les recherches de première main – largement inédites malheureusement – qu'il a consacrées à l'histoire du syndicalisme français, et notamment de la CGTU entre les deux guerres. Il revient donc au préfacier d'en avertir le lecteur : cette histoire de la Fédération ouvrière bisontine est nourrie par une connaissance approfondie de l'histoire longue de tout le mouvement ouvrier. C'est ce qui lui donne à la fois le « piqué » et la « profondeur de champ » qui font les meilleures images.

Antoine PROST, Professeur émérite
Université de Paris I